



---

**BAUMANN Hannes, Citizen Hariri. Lebanon's  
Neoliberal Reconstruction, Londres, Hurst & Cie,  
2016, 252 p**

**Élizabeth Picard**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10196>  
ISSN : 2105-2271

**Éditeur**

Publications de l'Université de Provence

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 septembre 2019  
ISSN : 0997-1327

**Référence électronique**

Élizabeth Picard, « BAUMANN Hannes, Citizen Hariri. Lebanon's Neoliberal Reconstruction, Londres, Hurst & Cie, 2016, 252 p », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 145 | septembre 2019, mis en ligne le 19 mars 2018, consulté le 30 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10196>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 octobre 2019.



Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

---

# BAUMANN Hannes, Citizen Hariri. Lebanon's Neoliberal Reconstruction, Londres, Hurst & Cie, 2016, 252 p

Élizabeth Picard

---

- 1 Nous venons d'assister (le 4 novembre 2017) à la démission inopinée de Sa'ad Hariri de son poste de Premier ministre du Liban, depuis Riyad, sa ville natale. À son retour à Beyrouth en passant par Paris où il s'est entretenu avec le président Macron, il a suspendu (le 22 novembre) puis repris (le 4 décembre) cette démission. C'est donc plus que jamais le moment de lire l'ouvrage de Hannes Baumann, *Citizen Hariri. Lebanon's Neoliberal Reconstruction*.
- 2 La thèse de science politique soutenue par Hannes Baumann à la SOAS en 2012 sous la direction de Charles Tripp a été transformée par son auteur en un livre plutôt mince – le texte proprement dit fait 184 pages. Il se lit aisément puisque sa trame narrative suit *grosso modo* la chronologie de la vie de son personnage principal, Rafic Hariri, né à Saïda (Liban) en 1944, devenu riche entrepreneur en Arabie Saoudite et impliqué dans les reconstructions successives du Liban en guerre à partir de 1979. Premier ministre durant près de dix ans (1992-1998 et 2000-2004), Hariri, dont la forte personnalité et le charisme furent incontestables (Amiralay, 2000), domina la vie économique et politique du pays. Son assassinat spectaculaire en février 2005 a encore rehaussé sa stature en l'érigeant en symbole controversé des réussites et des échecs de la « formule » politique et du « miracle » économique libanais.
- 3 Ce crime n'est pas la raison pour laquelle le livre de Baumann se lit aussi aisément qu'un roman policier. À la différence des premiers biographes livrant des révélations sur le tycoon saoudo-libanais (Blanford, 2006), son auteur se place rigoureusement dans une perspective d'économie politique. Rafic Hariri est étudié comme l'incarnation de la mondialisation néolibérale dans un petit pays en marge de grands centres comme Londres, New York ou Shanghai. Baumann écarte d'emblée la thématique de la

corruption qui valut à la thèse de Reinoud Leenders des années de procédures judiciaires et de réécriture avant d'être publiée. Ici, pas de débat sur la distinction entre légal et illégal, entre licite et illicite, entre public et privé, et peu – trop peu me semble-t-il – sur la nature et le rôle de l'État. En se focalisant sur les rouages, les acteurs et les modalités de la reconstruction libanaise après quinze ans de guerre (1975-1990), l'objectif de Baumann est de montrer « comment cela fonctionne » à l'ère néolibérale, quand les frontières internationales, analytiques et éthiques sont abattues ou au moins brouillées. Sa démonstration est méthodique et claire. Elle accumule examen des faits et références théoriques – même si certaines de ces références théoriques sont discutables, parce qu'elles ne sont parfois *que* théoriques. Et s'il prend le risque de répéter ses hypothèses et de rappeler ses arguments de chapitre en chapitre, il présente en contrepartie l'avantage de ne pas s'égarer ni se contredire.

- 4 La thèse exposée est celle-ci : le néolibéralisme qui s'épanouit dans le Liban des années 1990 hérite du laissez-faire économique de l'État libéral de l'époque mandataire et des premières années de l'indépendance (p.36) ainsi que de l'expansion transfrontalière des réseaux miliciens durant la guerre. Mais ce néolibéralisme diffère « radicalement » (p. 56) du libéralisme de la « République marchande » – terme qui ne convient donc plus au régime économique du Liban après la guerre civile (Gates, 1998 ; Dot-Pouillard, 2017). Car il fait fond sur un renforcement des institutions étatiques (ch. 3) amorcé sous la présidence de Fouad Chehab (1958-1964) et continué durant la période de guerre par les héritiers de celui-ci, à commencer par Elias Sarkis (1976-1982), sous la présidence duquel fut institué le Conseil du Développement et de la Reconstruction (1977).
- 5 Baumann montre comment les deux générations de ministres affidés et d'experts loyaux dont s'est entouré Hariri furent imprégnées de chehabisme dès leur jeunesse : autant les recrutés de la première heure comme Fouad Siniora (cadre de Oger International depuis 1982) ou Riad Salamé (son banquier chez Merrill Lynch depuis 1985) que les « pépites » débauchées plus tard du FMI et de la Banque Mondiale, à l'instar du brillant Basile Fleyhan dont il fit son ministre des Finances de 2000 à 2003 (p. 152-155). Avant de présenter ces acteurs, il détaille le rôle moteur de la Banque centrale et celui du tout puissant CDR directement lié à Hariri lui-même, mais aussi celui d'autres institutions visant à les concurrencer (le Conseil du Sud soumis à Nabih Berri, le ministère des Déplacés contrôlé par le commandement druze, et l'armée, choyée par Émile Lahoud) – des institutions étatiques qui, tout en ne dépendant pas directement du gouvernement, sont autant d'instruments aux mains des dirigeants politiques (p. 81-85).
- 6 Le néolibéralisme de Hariri est héritier d'un processus précoce de financiarisation de l'économie libanaise accéléré par la crise pétrolière de 1973, déjà mis en lumière par Toufic Gaspard (2004) ; un processus que les réseaux miliciens n'ont fait qu'accélérer durant la guerre, soit pour siphonner l'argent des dizaines de milliers d'émigrés qui profitaient du boom économique dans les pays du Golfe, soit pour organiser le financement des trafics illicites (armes et drogues en particulier) et le recyclage de leurs immenses profits dans un système bancaire mondial en ébullition. Le krach de la Banque Intra (1966), sa mise sous tutelle étatique puis sa transformation en société d'investissement qui fit la fortune de proches du président Amin Gemayel (1982-1988) – le parti Kataëb et Roger Tamraz en tête selon une étude de Najib Hourani (2015) – constituaient donc le prélude à la reprise en main des banques par le pouvoir politique, sous la houlette de la Banque centrale, la Banque du Liban, dont les compétences furent

renforcées au lendemain de la guerre. Baumann montre ainsi la continuité entre l'économie de la guerre civile et celle de la reconstruction, et aussi leurs différences.

- 7 La BDL, dirigée par un fidèle du Premier ministre, est un des deux instruments clefs du système Hariri. À partir de 1993, elle pilote une politique acharnée de fixation de la parité de la livre libanaise au dollar, nécessairement couplée à une spirale d'emprunts sur le marché domestique (p.70-78). Ces emprunts à des taux à deux chiffres font la fortune des six grandes banques qui dominent la scène financière nationale, et de quelques centaines d'investisseurs... qui ne sont autres que les principaux acteurs politiques du Liban de l'après-guerre. Le second instrument est l'opération immobilière de reconstruction du centre de Beyrouth par la société privée Solidere, dotée de pouvoirs discrétionnaires sur les terrains et propriétés du Centre-ville par le gouvernement de Hariri... qui en est aussi un des principaux actionnaires. De ce chantier pharaonique, Hariri attend une vigoureuse reprise économique et des emplois, ainsi que le retour de la place de Beyrouth comme *hub* principal des circuits financiers, des transports et des activités dématérialisées pour le Proche et le Moyen-Orient. Car la conférence de paix de Madrid de 1990 et la mise au pas de l'Irak de Saddam soulèvent alors des espoirs trompeurs (Blin & Fargues, 1995).
  
- 8 La paix entre Israël et les pays arabes ne vient pas. Les remises des émigrés diminuent drastiquement à la fin des années 1980 (p.44). Le chômage, la pauvreté et les inégalités sociales et régionales croissent plus vite que l'inflation (p.95-101 & 148-151). La Syrie des Assad resserre son emprise prédatrice sur le Liban. Ses alliés libanais, les présidents de la République Elias Hraoui (1990-1998) puis Émile Lahoud (1998-2005) et le président de la Chambre Nabih Berri (1992- ), mais aussi d'anciens chefs miliciens reconvertis en ministres et en députés, cannibalisent les ressources déclinantes de l'État afin de les distribuer à leurs clients et électeurs. Les Libanais deviennent plus que jamais dépendants de ressources privées contrôlées par les investisseurs économiques qui les répartissent selon des critères confessionnels puisqu'ils sont aussi les dirigeants politiques élus selon ces critères, ceux de la « démocratie de consensus ». Hariri lui-même, en perte d'influence et en rivalité croissante avec le Hezbollah, se plie à cette politique de patronage, en particulier lors des municipales de 1998 et 2004, et des législatives de 2000 (p.107-114). Baumann explique d'ailleurs que cette dérive confessionnaliste se lisait déjà depuis 1983 dans la gestion de la puissante Fondation Hariri (p.49-53). Il montre comment la politique économique de l'entrepreneur-Premier ministre contribue à la reproduction du système confessionnel au Liban, voire même à l'introduction d'une dimension de biopolitique dans la politique sociale au Liban (p. 167). Après le séisme de février 2005, cette re-confessionnalisation se combinera avec une militarisation de la sécurité de la communauté sunnite autour du parti Mustaqbal, avec le recours à la société privée *Secure Plus*.
  
- 9 Le tableau dressé par Baumann est sobre mais sans appel. Il met en lumière les modalités de mise en œuvre des théories néolibérales dans un contexte spécifique – celui d'un petit pays de la périphérie dont les revenus financiers ne reposent pratiquement plus sur sa production agricole et industrielle mais dépendent presque entièrement de sources extérieures, nécessairement politiques. À l'instar de Timothy Mitchell étudiant le cas égyptien (1999), il souligne les divergences entre la rhétorique des dirigeants libanais et les réalités économiques du pays. Ainsi la « dérégulation » – maître mot de la politique néolibérale (p.171) – autorise-t-elle la privatisation de pans essentiels du secteur public et la monopolisation de leurs activités par quelques

entrepreneurs informés qui s'en approprient les nouvelles rentes (ch.3). En inscrivant ses analyses dans une perspective de sociologie historique, Baumann va jusqu'à évoquer l'exaspération d'un conflit de classe.

- 10 Douze ans après la disparition de Rafic Hariri, ces thèmes sont plus que jamais d'actualité comme le confirme la comparaison avec la gouvernance de son fils Sa'ad esquissée par Michael Young (2017).
- 11 Une première question est celle du rôle et des fonctions de l'État dont il est question dans le cas libanais. Le livre de Hannes Baumann montre qu'il n'est pas possible de s'en tenir à une analyse de politique économique et d'écarter la dimension éminemment politique de l'économie du pays. En mettant le doigt sur la centralité des instruments étatiques (BDL et CDR en tête) sous un régime néolibéral, il désigne implicitement la responsabilité des personnalités occupant un poste politique ou dans la haute administration en vertu de procédés décennaux de sélection/élection. Et donc l'intérêt collectif des membres du cartel dirigeant à reproduire et imposer à l'ensemble de la société le système politique libanais.
- 12 Certes, ce système est clivé. Dans les années 1990 et 2000, il opposait Hariri et ses rivaux. Aujourd'hui, il oppose le camp du Premier ministre sunnite et de ses alliés de l'ex- « 14 mars », en particulier chrétiens, au Hezbollah et à ses alliés. Mais il n'en est pas moins système, y compris dans la dimension figée qu'implique le terme : à chaque page, Baumann fait apparaître le chevauchement des positions de pouvoir politique et de pouvoir économique au sein de l'oligarchie qui succède à celle de la « République marchande » et à celle des « Seigneurs de la guerre ». Le système se perpétue, avec une accélération des processus de confessionnalisation et de privatisation qui s'est même emballée quand Sa'ad est devenu Premier ministre (Berthier, 2017). Car faire tomber un Hariri coûte cher à ses rivaux, comme l'a montré l'épisode de la mise au placard du « patron » en 1998-2000. En retour, si celui-ci tente de soumettre ses rivaux, ils lui opposent leur vision « néochéhabiste » de l'État fort (p.143-148). Ils bloquent les privatisations - celle d'EDL, de la téléphonie mobile ou de la Middle East Airlines (p. 150). Ils peuvent éventuellement soulever contre lui les laissés-pour-compte de la croissance, les frustrés de l'hégémonie sunnite, voire les nostalgiques du « Liban chrétien » d'autrefois. Cet État libanais est tout sauf autonome. Ce n'est ni un lieu vide ni même un État faible comme en avertit Jamil Mouawad (2015). S'il résiste à la banqueroute et aux conflits internes, c'est qu'il est solidement tenu par un cartel transconfessionnel d'oligarques paradoxalement solidaires.
- 13 Deuxième question : s'agit-il seulement de l'État libanais ? En traitant de la politique néolibérale et du système de consensus, Baumann fait implicitement référence à des pouvoirs étrangers. L'État syrien par exemple, dont l'échec des négociations avec Israël en 2000 a changé la destinée libanaise. Un État dont le « proconsul » basé à Anjar régissait les appareils sécuritaires libanais et dont le président lui-même a convoqué Rafic Hariri à Damas pour le menacer. Celui-ci s'est efforcé de s'accommoder de l'autoritarisme « upgradé » de Bachar al-Assad, de plus en plus pressant à partir de 2002 (p.126-128). Sa'ad, lui, est allé à Canossa. Pour retrouver son poste de Premier ministre en décembre 2016, il a accepté le caractère formel de la règle de « distanciation » du Liban par rapport aux crises régionales qu'avait énoncée son prédécesseur Najib Miqati, à un moment où l'engagement du Hezbollah dans la guerre en Syrie était patent et décisif. Aujourd'hui, tandis que le Liban néolibéral s'enfonce

dans la crise, la question de ses relations, surtout économiques, avec la Syrie obère son avenir.

- 14 À qui appartient l'État libanais et qui le contrôle ? En présentant Hariri comme l'archétype de la nouvelle bourgeoisie entrepreneuriale et financière, enrichie dans la région du Golfe et revenue au Liban à partir des années 1980 (p.81-89), Baumann pointe les « suspects habituels » de la diaspora libanaise (Farès, Safadi et les frères Mikati). Mais comment distinguer entre ces puissants émigrés dont certains sont devenus émiratis, koweïtis ou saoudiens comme les Hariris eux-mêmes, et les investisseurs originaires de la Péninsule ? Quelle part de fonds propres aux Hariris et quelle part donnée/prêtée par des émirats saoudiens, est investie dans la société Solidere ou déposée dans les banques libanaises ? Dans le système néolibéral, l'économie libanaise est complètement internationalisée (ch. 6) pour le meilleur et pour le pire. Il faut donc s'interroger sur l'impact de la politique financière saoudienne à l'égard du Liban depuis que le consensus saoudo-syrien parrainé par Washington (p.37-42 & 54-55) s'est brisé au tournant des années 2000. Prépondérants dans les années 1990, les investissements saoudiens apportent une garantie implicite aux secteurs financier, immobilier et du tourisme libanais – soit aux ressources du pays tout entier (p.179). Les autorités saoudiennes ont procédé maintes fois au sauvetage des finances de l'État libanais en déposant plus d'un milliard de dollars à la BDL durant la guerre de l'été 2006 et à nouveau en février 2008. Elles ont accordé un soutien financier exorbitant à la campagne électorale de Sa'ad en 2009, et promis en 2014 de financer à hauteur de trois milliards de dollars l'équipement de l'armée libanaise. L'économie du pays est dorénavant liée aux cycles des économies des États du Golfe, mais dépendante aussi de leur trajectoire politique (p.183).
- 15 Sans oublier les constantes et innombrables interférences des puissances occidentales : celle des États-Unis, pour signifier à la Banque Mondiale et au FMI au tournant des années 2000 qu'ils n'étaient plus disposés à sauver financièrement le système Hariri, lequel naviguait jusque là de crédit en crédit. Car le processus de paix syro-israélien avait fait long feu, et des terroristes saoudiens avaient détruit le World Trade Center.
- 16 Et la France ? La « douce mère » ? Baumann n'en parle guère et on ne lui donnera pas tort (Picard, 2006). La France du président Chirac (1995-2007) dont les intérêts croisés, privés et publics, s'emmêlaient avec ceux de l'État libanais, a su convaincre le royaume saoudien et d'autres États du CCG d'étendre leur générosité lors de la conférence de Paris II (p.135-140). La récente sollicitude du président Macron à l'égard de Sa'ad invite à s'interroger sur ses motivations profondes : faire pression sur la Syrie d'Assad comme au temps de la résolution du CS-ONU 1559 ? Se rapprocher des États-Unis ? Coller à son image de protecteur des chrétiens d'Orient ? Sauver le citoyen Hariri ou les citoyens libanais ?

---

## BIBLIOGRAPHIE

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMIRALAY Omar, 2000, *L'homme aux semelles d'or*, Film documentaire, Beyrouth, 2000.
- BERTHIER Rosalie, 2016, « La chute annoncée de l'économie libanaise », *Orient XXI*, 4/07/2016.
- BLANFORD Nicholas, 2000, *Killing Mr Lebanon : the Assassination of Rafik Hariri and its Impact on the Middle East*, Londres, I. B. Tauris.
- BLIN Louis & FARGUES Philippe, 1995, *L'économie de la paix au Proche-Orient*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- DOT-POUILLARD Nicolas, 2017, « Saad Hariri, ou la fin de la » République marchande » libanaise », *The Conversation*, 22/11/2017, <https://theconversation.com/saad-hariri-ou-la-fin-de-la-republique-marchande-libanaise-87924>
- GASPARD Toufic, 2004, *A Political Economy of Lebanon, 1948-2002 : The Limits of Laissez-Faire* (Social, Economic and Political Studies of the Middle East and Asia), Leiden, Brill.
- GATES Carolyn, 1998, *The Merchant Republic of Lebanon : Rise of an Open Economy*, Londres, I. B. Tauris.
- HAGE ALI Mohammad, 2017, « What is Next for Hezbollah ? », *Diwan* 28/11/2017, <http://carnegie-mec.org/diwan/74840?lang=en>
- HOURANI Najib, 2010, « Transnational Pathways and Politico-economic Power : Globalisation and the Lebanese Civil War », *Geopolitics* 15, p. 290-311.
- LEENDERS Reinoud, 2012, *Spoils of Truce. Corruption and State-Building in Postwar Lebanon*, Ithaca, Cornell University Press. Voir mon CR dans REMMM 137 (2015).
- MITCHELL Timothy, 1999, "No factories, no Problems. The Logic of Neoliberalism in Egypt", *Review of African Political Economy* 26 (82), p. 455-466.
- MOUAWAD Jamil, 2015, "the Awaited State", <http://www.ifporient.org/jamil-mouawad>
- PICARD Elizabeth, 2006, "Great expectations, limited means : France and the 2006 Israeli-Lebanese War", *MIT-Electronic Journal of Middle East Studies* volume 6 (été 2006), p. 141-152.
- YOUNG Michael, 2017, "Fathers and Sons", *Diwan* 4/12/2017, <http://carnegie-mec.org/diwan/experts/1258?lang=en>

## AUTEUR

ÉLIZABETH PICARD

IREMAM, [elizabethpicard@yahoo.com](mailto:elizabethpicard@yahoo.com)